**NOTICE DE SELECTION**

**Un(e) consultant(e) national (e) pour la révision et l'actualisation du document de Politique Stratégie et Plan d’Action en matière des Changements Climatique (PSPA-CC)**

**Référence du dossier :** **013/IC-NATIONAL/PNA/2019**

Date : 04/04/2019

**Pays :**République Démocratique du Congo, Ville : Kinshasa

**Description de la mission :** Un(e) consultant(e) national (e) **pour la révision et l'actualisation du document de Politique Stratégie et Plan d’Action en matière des Changements Climatique**

**Niveau de poste et d’expérience :** Consultance, National

**Intitulé du projet : PNA (CIDD)**

**Durée de la mission : 60** H/J (jours travaillés), répartis sur 90 jours calendaires

Prière envoyer vos propositions (propositions technique et financière) dûment signées à l’adresse e-mail[**soumission.goma@undp.org**](mailto:soumission.goma@undp.org) avec mention de la référence et intitulé du dossier**.**

**Votre proposition devra être reçue au plus tard lemercredi 17avril 2019 à 16h heure de Kinshasa**

**Toute offre soumise après ce délai sera automatiquement rejetée.**

N’hésitez pas à écrire à l’adresse [soumission.info@undp.org](mailto:soumission.info@undp.org) pour toute information complémentaire avant la date limite de dépôt des offres.

Les offres sont publiées sur les sites suivants du PNUD :

<http://procurement-notices.undp.org/view_notice.cfm?notice_id=>54561

**Les candidatures féminines sont vivement encouragées.**

**1. Contexte :**

|  |
| --- |
| Le territoire de la République Démocratique du Congo (RDC), d'une superficie de 2.345.409 km2 et à cheval sur l'équateur, est composé d'un bassin central (entouré de montagnes à l'est et au sud-est), de plateaux et d'une plaine littorale. Elle dispose de quatre zones climatiques : climat équatorial dans le bassin central, climat tropical humide au nord et au sud de l'équateur, climat tropical sec le long de la côte et climat montagneux à l'est. Le pays est doté d'abondantes ressources naturelles, avec un dense réseau hydrographique, une méga-biodiversité, de multiples sources potentielles d'énergies, de nombreux gisements de minerais et une vaste superficie forestière de 152,6 millions d'hectares.  Avec une population estimée à 78 millions d'habitants, l'agriculture pluviale représente la principale source de revenus pour la majorité. L'agriculture paysanne y occupe 70% de la population active, mais contribue à seulement 20% du PIB. Les secteurs des services et de l'industrie emploient 34% de la population active et représentent près de 80% du PIB. La RDC dispose de près de 80 millions d'hectares de terres arables, 4 millions de terres irrigables, dont 1% seulement cultivé. Sa végétation peut supporter un élevage de 40 millions de têtes de gros bétail et sa densité halieutique est estimée à 700.000 tonnes de poisson par an. Paradoxalement, 77% de la population vivent avec moins de 1,9 dollar par tête / par jour et 7,7 millions de personnes sont touchées par l'insécurité alimentaire aigue dans les zones rurales. La majorité de la main d'œuvre est occupée par des emplois à faible valeur ajoutée. L'indice de développement humain de la RDC est l'un des plus bas au monde[[1]](#footnote-2).  Selon le Groupe d'experts intergouvernemental sur le climat (GIEC, 2014), la RDC sera affectée par le changements climatiques de diverses façons. Avec une augmentation probable des températures de 3ºC à 5ºC au cours du prochain siècle, la durée des saisons de pluies deviendrait courte et variable, avec des pluies de forte intensité, impactant sérieusement sur les principaux secteurs économiques du pays très sensibles au climat (agriculture, hydroélectricité, etc.). Il y a un risque de graves inondations, des pertes en vies humaines, une multiplication des maladies d'origine hydrique, la destruction des infrastructures et des logements, et de grave érosion des sols induisant l'appauvrissement des sols et une baisse des rendements et des moyens de subsistance. L'incertitude croissante planant sur le secteur agricole - combinée au faible capacité d'adaptation - augmentera les obstacles à la sécurité alimentaire et au développement social. Les populations pauvres des zones urbaines ainsi que les petits exploitants sont les plus exposés aux risques climatiques et seront les plus touchés par l'épuisement induit des ressources.  Aussi, le pays s'investit-il à bâtir la résilience de son économie et de ses populations, dans une approche proactive à moyen terme, afin de réduire leur vulnérabilité aux risques climatiques, dans le cadre d'une planification intégrée. C'est dans cette optique que se situe le projet d'appui au processus " Plan National d'Adaptation " (PNA), approuvé par le Fonds vert pour le climat (GCF). Il appuiera, dans un cadre pilote, la planification de l'adaptation aux niveaux national et provincial (Kinshasa, Kwilu, Tshopo, Haut Katanga et Kongo Central), pour des secteurs prioritaires comme l'agriculture, le développement rural, la gestion de la zone côtière, la biodiversité, l'énergie, les transports, et l'eau et l'assainissement.  Par ailleurs, la protection de l’environnement et l’adaptation aux changements climatiques constituent l’un de sept objectifs stratégiques du Plan National Stratégique de Développement (PNSD) (2017-2050). Cependant, l’adaptation aux changements climatiques n’est pas encore assez intégrée dans tous les documents et secteurs. De surcroît, le pays a ébauché sa Politique, Stratégie et Plan d’action pour le Changements climatiques (PSPA-CC) (2016-2020) qui ne prend pas en compte le genre et demeure très limité et non encore mise en œuvre.  Le Projet PNA propose trois résultats :   * **Résultat 1 :** la mise en œuvre de la PSPA-CC 2016-2020 est facilitée grâce au renforcement du cadre juridique et institutionnel et au renforcement des capacités pour la planification de l’adaptation au changements climatiques * **Résultat 2 :** Les priorités d’adaptation et de développement en matière de changements climatiques sont alignées et reflétées dans le Plan National Stratégique de Développement (PNSD), le Plan National d’Investissement pour l’Agriculture (PNIA) et les Plan de Développement Provinciaux (PDP) des provinces prioritaires * **Résultat 3 :** des options de financement pour les investissements d’adaptation dans l’agriculture et le développement rural, la biodiversité, les zones côtières, la santé, l’aménagement du territoire et l’énergie sont identifiées avec le soutien du secteur privé.   Il a été officiellement lancé le 08 février 2019 par le Ministre de l’Environnement et Développement Durable au cours d’un atelier auquel différentes parties prenantes ont pris part, notamment le Ministre de la Coopération Internationale, la Secrétaire Générale au Plan, des Directeurs des Ministères sectoriels, des délégués de la société civile et des Peuples Autochtones, du secteur privé et du monde académique et recherche.  Au cours de cet atelier, un Plan de Travail Annuel 2019 a été validé et une feuille de route a été adoptée. Ce plan de travail prévoit des études et activités spécifiques à mener au premier semestre de cette année en vue de produire une stratégie exhaustive de renforcement des capacités des institutions ciblées en matière de planification de l’adaptation aux changements climatiques sensible au genre dont un rapport semestriel doit-être au Fonds Vert pour le Climat au mois de juillet 2019.  Afin de faire progresser le processus de planification de l’adaptation aux changements climatiques pour les secteurs et provinces prioritaires de la RDC sensibles aux conditions climatiques, il convient que les priorités d’adaptation et de développement en matière des changements climatiques soient alignées et reflétées dans le Plan National Stratégique de Développement (PNSD), le Plan National d’Investissement Agricole (PNIA) et les Plans de Développement Provinciaux (PDP) ainsi que les cadres internationaux.  C’est dans ce cadre que le Ministère de l’Environnement et Développement Durable (MEDD), appuyé par le PNUD cherche à recruter un (e) consultant (e ) national (e ) chargé(e ) de la révision et l’actualisation du Document de Politique, Stratégie et Plan d’Actions en matière des Changements Climatiques (PSPA-CC2016-2020).  **Objectifs de la mission**  L’objectif principal de la mission est de procéder à la révision et à l’actualisation du Document de Politique, Stratégie et Plan d’Actions en matière des changements climatiques (2016-2020) en vue de l’adapter à l’évolution du contexte et des paramètres économiques, sociaux et environnementaux en considérant les cinq prochaines années.  De façon spécifique, il s’agit de :   * Passer en revue le document de PSPA-CC (2016-2020) et garantir son alignement sur les cadres internationaux et nationaux et les meilleures informations disponibles sur le climat et la vulnérabilité ; * Evaluer l’évolution des indicateurs économiques, sociaux et environnementaux pour l’actualisation du document de PSPA-CC (2016-2020) * Analyser le dispositif juridique, institutionnel et organisationnel du contexte international pour l’enrichissement du document de PSPA-CC (2016-2020) ; * Renforcer les questions du genre dans le document de PSPA-CC à réviser et à actualiser ; * Aligner la PSPA-CC sur les priorités retenues dans le PNSD, le PNIA et les PDP en tenant compte de la mise en œuvre des Contribution Déterminée au niveau National (CDN); * Identifier, analyser et recommander des options pour intensifier le financement de l’ACC ; * Formuler une stratégie pour l’endossement politique du PSPA-CC. |

**2. Rôles et responsabilités**

|  |
| --- |
| Sous la supervision générale du Team Leader de l’Unité Croissance Inclusive et Développement Durable (CIDD), en étroite coordination avec le Coordonnateur du Pilier CIDD avec l’appui de l’analyste au programme du PNUD en charge de la composante « Changements climatiques et Economie Verte » (CCEV), et sous la supervision directe du Coordonnateur du Projet PNA.  De manière spécifique, le (la) Consultant(e) pour la révision et l'actualisation du document de Politique Stratégie et Plan d’Action en matière des Changements Climatique (PSPA-CC) sera chargé(e) de :   1. Analyser le document de PSPA-CC (2016-2020) à la lumière des informations disponibles sur le climat avec un accent particulier sur l’ACC ; 2. Intégrer les informations disponibles sur le climat et la vulnérabilité dans le document de PSPA-CC actualisée et s’assurer de son alignement sur les cadres internationaux et nationaux ; 3. Répertorier et intégrer les agrégats économiques, sociaux et environnementaux indispensables pour l’actualisation du document de PSPA-CC ; 4. Enrichir la PSPA-CC au regard de l’analyse du dispositif juridique et institutionnel de la RDC et du contexte international ; 5. Faire l’analyse des aspects genre et renforcer sa transversalité dans le document de PSPA-CC ; 6. Aligner les axes prioritaires du document de PSPA-CC actualisé aux cadres stratégiques de planification existants (PNSD, CDN, PNIA et PDP) avec une attention particulière sur l’ACC ; 7. Faire des recommandations sur les options de financement de l’ACC ; 8. Elaborer une stratégie pour l’endossement politique du document de PSPA-CC.   **Méthodologie de travail**  L’évaluation sera conduite par un (e) consultant (e) international (e) qui doit adopter une approche participative et inclusive. Il sera question des entretiens et réunions avec les experts de l’administration publique responsables et des services techniques (environnement, genre, développement rural, plan, agriculture, affaires foncières, aménagement du territoire, santé, …), les organisations de la société civile et du secteur privé engagées sur les questions des changements climatiques.  Après la signature du contrat, le (a) consultant (e) aura 02 jours pour préparer le cadrage méthodologique et une feuille de route. Le (a) consultant (e) va interagir avec les institutions au niveau national à Kinshasa pour collecter les informations et les données, conduire des entretiens avec les acteurs, et analyser les données. Le (a) consultant (e) rédigera le rapport et le présentera lors d’un atelier national de validation. Le (a) consultant (e) animera ledit atelier et rédigera son compte rendu.  Durant la mission, le (a) consultant (e) maintiendra une communication optimale avec le Coordonnateur du Projet PNA et l’Analyste au programme, tous basés à Kinshasa à travers des comptes rendus réguliers succincts, au minimum une fois par semaine.  **Arrangement de mise en œuvre :**  Le travail du consultant sera facilité par l’équipe de gestion du Projet PNA sous la supervision du Coordonnateur de projet, l’analyste au programme du bureau-Pays du PNUD en RDC en charge de l’Environnement, le Directeur du Développement Durable au Ministère en Charge de l’Environnement et l’Autorité Nationale Désignée du Fonds Vert pour le Climat. L’équipe assurera la coordination, l’organisation et la gestion du processus, y compris la liaison avec les partenaires, l’appui technique et la fourniture de la documentation et des commentaires pertinents au consultant. |

**3. Livrables et tranches de paiement**

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| A titre indicatif, les livrables, délais d´exécution et tranches de paiement sont comme suit :   |  |  |  | | --- | --- | --- | | **Livrables /Description** | **Echéance proposée** | **Tranche de paiement** | | Note méthodologique | 2 jours après la signature du contrat | 10% | | Rapport d’évaluation élaboré | 30ème jour | 20% | | Le document PSPA-CC révisé et actualisé | 50ème jour | 40% | | Stratégie pour l’endossement politique à un haut niveau du PSPA-CC | 58ème jour | 20% | | Rapport de la mission | 60ème jour | 10% | |

**4. Durée de la mission :**

|  |
| --- |
| Le nombre total de jours de travail sera de 60H/Jrépartis sur 90 jours calendairesafin de permettre au PNUD et aux partenaires concernés d’apporter leurs observations sur le rapport et organiser l’atelier de restitution. |

**5. Profile**

|  |
| --- |
| *Education et expériences*  **Education :**   * Master ou Doctorat en sciences de l’environnement, en sciences climatiques, en planification stratégique ou un de ces domaines connexes ou une équivalence de 15 années d’expérience professionnelle dans le domaine de la planification, de l’environnement, du changement climatique et développement durable.   **Expérience :**   * Minimum de 10 années d'expérience professionnelle dans le domaine de la planification, de l’environnement, du changement climatique et développement durable.   **Langues Requises :**Une bonne maîtrise du français parlé et écrit. La connaissance de l’anglais est un atout. |

**5.Documents constitutifs de l’offre**

|  |
| --- |
| Les consultants intéressés doivent inclure dans leurs offres les documents/informations ci-dessous :  **1. Proposition technique :**  (i) Une présentation du consultant et de ses motivationspour la mission,  (ii) Une proposition de la méthodologie de travail pour l’accomplissement de la mission et un chronogramme d´exécution de la mission  (Iii)Un CV actualisé, incluant les expériences passées dans des projets similaires, avec au moins trois références  **2. Lettre d´offre avec une proposition financière**  La proposition financière doit suivre le format officiel du PNUD « IndividualContractOfferorsLetter to UNDP ConfirmingInterest and Availability » - Annexe 2. |

**6. Evaluation**

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Evaluation**  L’évaluation des offres se déroule en deux temps. L’évaluation des propositions techniques est achevée avant l’ouverture et la comparaison des propositions financières.  Le marché sera attribué au/à la Consultant (e) ayant présenté le meilleur score combiné (rapport qualité/prix, évaluation cumulative).   1. *Les propositions techniques*   Les propositions techniques seront évaluées sur leur degré de réponse par rapport aux termes de référence et sur la base des critères suivants :   |  |  | | --- | --- | | **Critèresd´évaluation** | **Points** | | Le/la soumissionnaire a-t-il/elle master ou Doctorat en sciences de l’environnement, en sciences climatiques, en planification stratégique ou un de ces domaines connexes ? | 10 | | Le/la soumissionnaire a-t-il/elle au moins 15 ans d’années professionnelle dans le domaine de la planification, de l’environnement, du changement climatique et développement durable ? | 20 | | Le/la soumissionnaire démontre-t-il/elledes connaissances en matière de changement climatique, de l’environnement et de développement durable de la RDC ? | 35 | | La méthodologie de travail proposée est-elle claire et appropriée aux produits décrits/attendus dans les termes de référence ? | 20 | | Le chronogramme proposé est-il cohérent et réaliste pour garantir la réalisation effective des principaux livrables attendus de la mission comme explicité dans les TDR ? | 15 | | **Total note proposition technique** | **100** |   **Seront jugées qualifiées, les propositions techniques qui obtiendront 70% de la note maximale de 100 points ; cette note technique sera pondérée a 70%.**   1. *Les propositions financières*   Le/la Consultant (e) fait sa proposition financière suivant le Tableau des coûts. Il doit proposer un montant forfaitaire et présenter dans le Tableau des coûts la ventilation de ce montant forfaitaire.  Dans une deuxième étape du processus d’évaluation, les enveloppes financières seront ouvertes et les offres financières comparées ; une note financière sera calculée pour chaque proposition sur la base de la formule :  ***Note financière A = [(Offre financière la moins disante)/Offre financière de A] x 30***  **Le/la Consultant (e) avec le cumul de notes (Technique + Financière) le plus élevé sera retenu pour le contrat.**  ***Seulement les candidats ayant obtenu la note minimale combinée de 70/100 à l´évaluation technique seront considérés pour l’évaluation financière.*** |

**7. Autres informations pertinentes**

|  |
| --- |
| Le soumissionnaire retenu de 65 ans ou plus sera appelé à présenter un certificat médical complet ainsi qu´un certificat d’aptitude physique à travailler et à voyager. Les frais des examens seront à sa charge et le rapport médical devra être approuvé par un médecin approuvé par les Nations Unis.  Le consultant retenu devra prendre toutes les dispositions nécessaires pour faire les **formations sécuritaires requises** avant tout démarrage de mission (ces certificats sont obtenus en ligne, le PNUD fournira tous les détails au consultant retenu au moment de l´attribution du contrat). |

**ANNEXES**

**ANNEX 1 – Termes et Conditions des contrats IC (IndividualContracts)**

****

**ANNEX 2 – Lettre d´Offre (format proposition financière)**

****

1. [↑](#footnote-ref-2)